



# FR

Cette action est financée par l'Union européenne

## ANNEXE

de la décision de la Commission relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo

### Document relatif à l'action pour le projet d'appui à l'ordonnateur national du FED IV

#### INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

##### PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 110(2) du règlement financier règlement, applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, à la section suivante en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.1.

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Projet d'appui à l'ordonnateur national (ON) du FED IV Numéro CRIS: RDC/FED/040-896 Financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Région Afrique centrale, République démocratique du Congo (RDC). L'action sera menée à l'endroit suivant: République démocratique du Congo.	
<b>3. Document de programmation</b>	Document de stratégie pays/programme indicatif national 2014-2020 (DSP/PIN) Congo - 11 <sup>e</sup> FED	
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	Réforme du secteur de la gouvernance et état de droit	Aide publique au développement : OUI <sup>1</sup>
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé : 2 500 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 2 500 000 EUR	
<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Modalité de projet Gestion directe - subvention – octroi direct	

<sup>1</sup> L'aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

<b>7. a) Code(s) CAD</b>	15110 - Politiques publiques et gestion administrative			
<b>b) Principal canal de distribution</b>	12003 – Sociétés publiques 12004 – Autres entités publiques			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	Non applicable		
<b>10. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<b>ODD 1</b> : éradication de la pauvreté <b>ODD 2</b> : sécurité alimentaire et agriculture durable <b>ODD 3</b> : santé et bien-être <b>ODD 5</b> : égalité entre les femmes et les hommes <b>ODD 9</b> : infrastructures résilientes et innovation <b>ODD 13</b> : lutte contre les changements climatiques <b>ODD 16</b> : paix, justice et institutions efficaces <b>ODD 17</b> : partenariats pour la réalisation des objectifs			

## **RESUME**

Le programme d'appui à la mise en œuvre de la coopération entre la République démocratique du Congo et l'Union européenne (UE) au travers du FED repose sur une étroite collaboration entre la Commission européenne (via la délégation de l'Union européenne (DUE)) et l'ordonnateur national (ON) du FED. En effet, ce dernier assure la maîtrise d'ouvrage des projets et programmes.

L'ordonnateur national du FED a créé en 2004 la cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (COFED) pour lui permettre d'assumer efficacement les fonctions qui lui sont dévolues par l'accord de Cotonou. La COFED constitue donc une structure technique placée sous l'autorité directe du ministre des finances, qui l'assiste dans les opérations de mise en œuvre des programmes de coopération entre la République démocratique du Congo (RDC) et l'UE. Celle-ci bénéficie de l'appui de l'UE pour son fonctionnement.

L'objectif global de ce projet est de renforcer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo, en ligne avec les principes d'efficacité de l'aide définis par la déclaration de Paris et l'agenda d'Accra (appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle), ainsi qu'avec les concepts de redevabilité mutuelle et le partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement

L'objectif spécifique est d'assurer le fonctionnement et le renforcement de la performance de la COFED afin d'assister l'ON dans la mise en œuvre des programmes de coopération financés par le Fonds européen dans le respect de l'accord de partenariat de Cotonou. Cet appui doit permettre au pays partenaire, à travers l'ON du FED, d'assurer pleinement son rôle en matière de programmation, d'identification, de formulation et de mise en œuvre des programmes et des projets financés par le FED, tel que prévu dans le cadre de l'accord de Cotonou. Le présent projet vise à poursuivre l'appui apporté à la stratégie de développement du gouvernement de la République démocratique du Congo par le biais de projets/programmes financés par le FED, et ce dans la perspective de la programmation du 11<sup>e</sup> FED.

Les résultats attendus de cet appui sont: les acquis de la mise en œuvre des programmes FED sont consolidés, le rôle de l'ON en tant que maître d'ouvrage des projets est optimisé, l'implication des ministères techniques concernés et autres partenaires y compris les organisations de la société civile dans la mise en œuvre du FED est accrue, les capacités des différents acteurs et partenaires sont renforcées.

## **1. CONTEXTE**

### **1.1 Contexte sectoriel et national**

La République démocratique du Congo est un immense pays (11<sup>e</sup> plus grand pays au monde avec une superficie de 2,4 millions de kilomètre carré, soit plus de la moitié de la superficie des pays de l'Europe-28 réunis), avec une population d'environ 79 millions d'habitants, mais un revenu par tête parmi les plus faibles du monde et un indice de développement humain très bas (176<sup>e</sup> sur 188 pays examinés, Nations unies 2016).

Depuis décembre 2016, la situation politique et institutionnelle du pays apparaît préoccupante et incertaine en l'absence d'élections devant permettre le renouvellement du pouvoir en application de la loi constitutionnelle et de l'accord politique de la Saint Sylvestre signé le 31 décembre 2016. La population de la République démocratique du Congo peine à accéder au

bien-être social. Plusieurs facteurs ont maintenu le pays dans cette situation notamment : les conflits armés des dernières décennies, le très faible accès à l'éducation, l'emploi et la santé, mais aussi l'absence d'une gestion des finances publiques conforme aux normes internationales.

Les différents secteurs économiques subissent toujours les conséquences des insuffisances en matière d'infrastructures ainsi que l'augmentation des prix des produits importés. Sur le plan social, l'éducation et la santé sont d'une qualité peu satisfaisante qui ne permet pas la constitution d'un capital humain adéquat pour le développement du pays. La pauvreté touche plus de 60 % de la population congolaise, les salaires demeurent encore modiques et l'inexistence d'un système efficient de sécurité sociale met en péril une frange importante de la population incapable de subvenir aux besoins les plus essentiels (nourritures, logement, habillement, ...).

La stabilité macro-économique et la croissance de l'économie de ces dernières années ne se sont pas traduites par une amélioration significative des résultats du développement humain.

Toutefois, la République démocratique du Congo semble sur la voie du redressement avec une évolution positive des taux de croissance. Pour l'année 2017, la croissance économique se situait 3,7 % selon les institutions financières (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Banque africaine de développement), dû notamment à la montée d'activités dans le secteur extractif et la hausse des cours du cuivre et du cobalt. Néanmoins, la population et les acteurs économiques continuent à subir une chute des taux de change (CDF contre USD), une forte inflation, ainsi qu'une situation politique instable et un climat des affaires morose.

Dans ce contexte, l'Union européenne réalise ses actions de coopération en partenariat avec le gouvernement tel que prévu par l'accord de partenariat de Cotonou au travers des financements issus du FED. Actuellement, la délégation de l'Union européenne en République démocratique du Congo porte la responsabilité avec l'ordonnateur national du FED de gérer la mise en œuvre du programme indicatif national 2014-2020 du 11<sup>e</sup> FED pour un montant de 620 000 000 EUR et de finaliser l'exécution des programmes du 10<sup>e</sup> FED.

### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

La République démocratique du Congo s'est engagée dans la lutte contre la pauvreté et les autres causes de vulnérabilité humaine ainsi que dans la promotion du développement durable en adoptant la déclaration du millénaire de l'organisation des Nations unies en septembre 2000. En 2006, l'adoption du premier document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté 2006-2010 (DSCR 1) a permis l'accès à l'initiative PPTE<sup>2</sup> et la reprise de la coopération avec l'ensemble de la communauté internationale.

Le DSCR 2 s'est affirmé comme le cadre fédérateur de l'ensemble des politiques macroéconomiques et sectorielles pour la période 2011-2015, en permettant à la République démocratique du Congo de quitter la phase d'urgence ayant caractérisé le DSCR 1, pour se fonder sur un développement durable. Le DSCR vise à réduire la vulnérabilité, éliminer les sources d'inefficacité et adresser les quatre principales causes de la pauvreté en République

---

<sup>2</sup> Pays pauvres très endettés

démocratique du Congo: gouvernance, croissance économique, emploi et redistribution. Le DSCR 2 préconise des politiques fortes centrées sur : (i) l'amélioration de la gouvernance, (ii) la promotion de la croissance économique, (iii) la création d'emplois et la maîtrise de la croissance démographique fortement corrélée avec la pauvreté, et (iv) l'amélioration des services de base, les infrastructures et la réduction des inégalités.

La République démocratique du Congo table désormais sur le plan national stratégique de développement 2018-2022 (PNSD) pour concrétiser les efforts ambitieux du DSCR 2<sup>3</sup> et accélérer les réformes pour préparer les conditions de l'émergence du pays à l'horizon 2030. Ce plan repose sur des hypothèses et des objectifs très optimistes, qui sont actuellement en cours de révision en vue sa prochaine validation par le gouvernement.

Toutefois, force est de constater que la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté peine à répondre efficacement aux besoins de base de la population. Ceci du fait entre autres du taux de croissance du PIB qui reste insuffisant, et de certaines déficiences dans le financement, et le suivi de la mise en œuvre des politiques publiques.

Le gouvernement congolais dispose en effet de stratégies sectorielles ainsi que de programmes d'actions pluriannuels sectoriels. Toutefois, à moyen terme les ressources budgétaires restent insuffisantes pour assurer la mise en œuvre des politiques publiques.

À titre d'exemple, le plan national de développement sanitaire du secteur de la santé est un plan sectoriel reconnu, et décliné en plans stratégiques. Cependant, il reste difficilement applicable car il dépend essentiellement des contributions des bailleurs de fonds pour sa mise en œuvre.

La croissance élevée de rattrapage (entre 2010 et 2015) mais stoppée en 2016 a été non inclusive, et n'a pas suffi à réduire la pauvreté significativement. En 2017, la République démocratique du Congo a exécuté un budget de moins de 7 % du PIB alors que selon le PNUD il lui faudrait un budget récurrent de 20-23 % du PIB pour avoir un impact sur le développement durable du pays. Ce manque de ressources budgétaires se traduit notamment en dépendance extrême de la population à l'aide extérieure pour la fourniture des services sociaux.

La stratégie de l'Union européenne est guidée par le nouveau consensus européen pour le développement «notre monde, notre dignité, notre avenir»<sup>4</sup>, réaffirmant l'éradication de la pauvreté comme objectif premier de la politique européenne de développement, ainsi que l'alignement de l'action européenne dans le domaine du développement sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 et s'articule autour des 17 objectifs de développement durable (ODD) et cibles associées.

---

<sup>3</sup> Poursuivre les réformes institutionnelles pour améliorer l'efficacité de l'État (1) accélérer la croissance économique tout en maintenant la stabilité macroéconomique (2) poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base (3) améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population (4) renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté, (5) renforcer la diplomatie et la coopération au développement (6).

<sup>4</sup> OJ C 210 du 30.6.2017

En ligne avec l'accord de Cotonou, la stratégie de l'UE en République démocratique du Congo est définie dans le cadre du programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la République démocratique du Congo signé entre la RDC et l'UE le 26 juin 2014 à Bruxelles et financé par le FED. En lien avec les priorités du DSCR 2, le PIN poursuit trois objectifs stratégiques : (1) lutter contre la pauvreté en favorisant une croissance inclusive et durable bénéficiant à la population et préservant les ressources naturelles ; (2) enraciner la démocratie et les droits de l'Homme ; (3) contribuer à la paix et à la stabilité dans la région.

Tenant compte des besoins de la République démocratique du Congo, la superficie du territoire, la répartition des tâches entre les bailleurs de fonds et l'importance de la continuité de certaines activités, l'action de l'UE se concentre sur quatre (4) secteurs (infrastructure, gouvernance, santé et agriculture durable et environnement) soutenues par des mesures d'appuis transversales (appui à l'ordonnateur national, facilité technique et appui à la société civile).

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

Le bénéficiaire immédiat est l'ordonnateur national (le ministre des finances) du FED qui, par le biais de cet appui, pourra continuer à assurer pleinement son rôle tel que défini dans l'accord de Cotonou.

La cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (COFED), structure technique placée sous l'autorité directe du ministre des finances, qui l'assiste dans l'ensemble des opérations liées à la gestion et mise en œuvre des programmes de coopération entre la République démocratique du Congo et l'UE bénéficiera d'un appui et un renforcement de capacité pour assurer son fonctionnement.

Les ministères techniques concernés par les programmes des secteurs de concentration des PIN 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> FED seront bénéficiaires du fait que la partie gouvernementale continuera à disposer d'un dispositif national compétent en matière de gestion du FED, et du fait que ce dispositif continuera à participer au renforcement des capacités de l'expertise nationale au travers des formations, notamment dans les ministères sectoriels, facilitant ainsi l'appropriation des actions par ces derniers.

Le bénéficiaire final du projet est la population de la République démocratique du Congo, en tant que bénéficiaire de toutes les actions des programmes mis en œuvre dans le cadre des FED en République démocratique du Congo, du fait du déroulement souple et rapide de l'aide communautaire.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

Le PIN 11<sup>e</sup> FED RDC 2014-2020, met l'accent sur la consolidation des prérogatives de l'ON dévolues dans le cadre de l'accord de Cotonou dans l'objectif de renforcer l'efficacité de l'aide et de la coopération entre l'UE et la République démocratique du Congo. Ainsi, dans le cadre du programme d'appui à l'ordonnateur national (PAON), la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des projets et programmes sous le 11<sup>e</sup> FED a été principalement assumée par l'ON avec l'appui des services de la COFED. Dans la continuité, les priorités sont de renforcer les capacités de la cellule d'appui à l'ON à la gestion des moyens financiers du FED, de consolider les capacités d'interface et de coordination interne et externe ainsi que de contribuer à maximiser la capacité d'absorption des ressources à disposition du 10<sup>e</sup> FED et du

11<sup>e</sup> FED. Cela concerne également l'appui et le renforcement des capacités des ministères techniques et/ou maîtres d'œuvre qui bénéficient d'un appui du FED en les impliquant et en les faisant participer à chaque étape de la réalisation des projets et programmes.

Les principaux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des programmes et pour lesquels le présent projet doit apporter une réponse, concernent principalement : la poursuite et la consolidation des actions visant le renforcement du dispositif de l'ON, le cadre fonctionnel du pilotage de l'aide ainsi que l'appui à la maîtrise d'œuvre.

Les services de l'ON doivent continuer à jouer à la fois un rôle actif dans la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> FED et s'assurer que les ministères techniques concernés s'impliquent dans tout ce processus. Ceci concerne particulièrement la consolidation des acquis réalisés dans le cadre du projet 11<sup>e</sup> FED en s'appuyant notamment sur les outils mis en place. Il faudra aussi poursuivre l'amélioration de la mise en œuvre des projets et programmes du 11<sup>e</sup> FED, et renforcer les responsabilités des différents partenaires dans le dispositif de pilotage et la gestion de l'aide. Des actions visant à renforcer les capacités des partenaires à travers notamment une familiarisation aux procédures FED, à la gestion des projets et au suivi-évaluation devraient également être envisagées. L'appropriation passe par la mise en place d'une réelle politique d'accompagnement en faveur des ministères techniques et des maîtres d'œuvre qui sont appelés à jouer un rôle clé dans la cohérence des programmes et des projets avec les politiques sectorielles nationales. Il en est de même pour le renforcement des groupes thématiques et la coordination des bailleurs de fonds.

Le présent projet va également apporter un appui technique aux services de l'ON pour des missions spécifiques au regard des défis et des nouveaux enjeux de la coopération avec des outils qui permettent à l'ON d'améliorer la qualité technique du travail fourni, d'augmenter sa performance et d'assumer pleinement ses responsabilités en matière de programmation et de mise en œuvre du FED en République démocratique du Congo. Cela concerne notamment (i) l'appui à la COFED et aux ministères techniques dans l'exercice d'identification et de formulation des programmes et projets du 11<sup>e</sup> FED ; (ii) l'appui à la mise en place d'un cadre permettant d'opérationnaliser un système de suivi des indicateurs de résultats des différentes conventions de financement et de définir les tâches et les responsabilités au sein des services de l'ON (COFED) ainsi qu'avec les partenaires institutionnels, les ministères techniques et la délégation de l'UE ; et (iii) l'accompagnement dans le démarrage de certains programmes au travers notamment de formations et autres actions de renforcement des capacités.

## **1.2 Autres domaines d'évaluation**

S.O.

## 2. RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
L'instabilité politique, sociale et juridique du pays	Élevé	Ralentissement des activités, identifier les actions prioritaires nécessaires
La qualité du dialogue politique avec le gouvernement	Moyen	Redynamiser les groupes thématiques inter bailleurs
<b>Hypothèses</b>		
L'implication de l'ON dans la mise en œuvre de la stratégie de coopération/PIN. La qualité et la permanence du dialogue et de la collaboration entre l'ON, les ministères techniques et la délégation de l'UE. La disponibilité, la stabilité et la qualité du personnel à la COFED. Le renforcement des capacités des agents des différents partenaires techniques nationaux. Réduction dégressive du financement FED.		

## 3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

### 3.1 Enseignements tirés

La reprise de la coopération entre la République démocratique du Congo et l'UE est récente et coïncide avec l'issue positive du dialogue national initié avant 2003. C'est en 2003 qu'un ordonnateur national du FED (ON), en l'occurrence le ministre des finances, a été désigné et le processus de récupération progressive de ses attributions a été entamé dès la fin de l'année 2004, après que ce dernier ait pu bénéficier de services techniques pouvant l'assister dans l'ensemble des opérations du programme de coopération entre la République démocratique du Congo et l'UE. La cellule d'appui à l'ordonnateur du FED (COFED) a été ainsi mise en place et constitue le secrétariat technique de l'ON. Il est à souligner que depuis la signature de la stratégie de coopération et du PIN 10<sup>e</sup> FED, l'ensemble des dossiers de mise en œuvre est traité en partenariat entre la délégation de l'UE et la COFED.

La mission d'évaluation à mi-parcours (mai 2013) a émis certaines recommandations relatives au dispositif de pilotage et de suivi de la mise en œuvre du FED. La première concerne la conception des programmes qui devrait se construire en partant des besoins souhaités et non d'un budget prédéfini. La seconde prévoit d'optimiser pleinement l'usage des ressources mises à la disposition de la COFED, notamment humaines (pallier l'absence d'une coordination intermédiaire, une meilleure définition, planification et contrôle des activités, ainsi qu'une meilleure animation des secteurs). Troisièmement, les relations de la COFED avec son environnement institutionnel peuvent être améliorées, notamment la stratégie vis-à-vis des maîtres d'œuvres.



Des mesures correctives (au travers d'une feuille de routes des recommandations) visant l'obtention des résultats attendus ont été mises en place. Le dispositif actuel d'appui à l'ON devrait continuer à se consolider en termes fonctionnels et d'appropriation de son rôle et de ses fonctions, autour des seules fonctions de maîtrise d'ouvrage. À cela devrait s'ajouter une mission d'accompagnement, devant notamment fournir une formation aux procédures FED pour les agents de différents ministères associés à la mise en œuvre de la coopération mais également une mobilisation d'expertise multisectorielle en appui aux différents bénéficiaires des projets et programmes FED.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Ce projet pourra également s'appuyer sur les ressources de la facilité de coopération technique qui fournit à l'ON des moyens complémentaires lui permettant de réaliser les études d'identification et de faisabilité dans le cadre de la formulation des programmes. Cet appui vise également la sensibilisation et la formation des acteurs clés de la coopération en République démocratique du Congo ainsi que la prise en charge de séminaires, conférences, manifestations culturelles, etc. Concernant la coordination de l'aide octroyée à la République démocratique du Congo, celle-ci est pilotée par le ministère du plan qui a mis en place des groupes thématiques inter bailleurs. Il faut souligner notamment ceux relatifs à la santé, l'environnement et la justice, dans lesquels la délégation de l'UE a une participation significative.

Concernant l'harmonisation de l'aide, la République démocratique du Congo a adhéré à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Le processus d'harmonisation en cours en République démocratique du Congo est piloté par le ministère du plan. Des groupes thématiques mis en place pour entretenir et affermir le dialogue et la concertation entre les différents partenaires et le gouvernement ont été restructurés à la suite d'une évaluation réalisée en avril 2012. Leur nombre est passé de 20 à 15 et l'implication des partenaires est assez remarquable. L'UE a une participation significative dans les différents groupes thématiques et est chef de file du groupe thématique justice et santé.

Parallèlement à ce processus, les partenaires techniques et financiers (PTF) ont mis en place leur forum, le Groupe de coordination des partenaires (GCP). Ce dernier réunit uniquement les bailleurs, et a été redynamisé en juin 2012, avec la mise en place d'un Comité exécutif élu, comprenant l'UE, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Belgique, l'Allemagne et le département du développement international (DfID), appuyé par un secrétariat permanent, dont le fonctionnement est financé par quelques-uns des partenaires. Ce groupe se réunit mensuellement.

### **3.3 Questions transversales**

Les services de l'ON, au travers de la COFED veillera à la prise en compte des thèmes transversaux : sauvegarde de l'environnement, égalité des genres, bonne gouvernance et droits de l'homme dans l'ensemble des programmes mis en œuvre par l'ON.

En outre, compte tenu des compétences dévolues à l'ordonnateur national en matière de projets régionaux, il veillera au renforcement de la prise en compte de ces questions dans la coopération régionale.

## **4. DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

Ce programme s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif 17 des ODD, mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention des objectifs 16 et 1. Cela n'implique pas d'engagement de la part de la République démocratique du Congo qui bénéficie de ce programme.

Se basant sur les principes de la déclaration de Paris et de l'agenda d'Accra sur l'efficacité de l'aide (l'appropriation, l'harmonisation, l'alignement, les résultats et la responsabilité mutuelle) et s'appuyant sur le concept de redevabilité mutuelle et le partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, l'objectif global est de renforcer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo.

L'objectif spécifique est d'assurer le fonctionnement et le renforcement de la performance de la COFED afin d'assister l'ON dans la mise en œuvre des programmes de coopération financés par le Fonds européen de développement dans le respect de l'accord de partenariat de Cotonou.

Ces objectifs se traduisent au travers de quatre résultats/produits attendus :

- résultat 1 : les acquis de la mise en œuvre des programmes FED sont consolidés,
- résultat 2 : le rôle de l'ON en tant que maître d'ouvrage des projets est optimisé,
- résultat 3 : l'implication des ministères techniques concernés et autres partenaires y compris les organisations de la société civile dans la mise en œuvre du FED est accrue,
- résultat 4 : les capacités des différents acteurs et partenaires en matière de programmation, identification, formulation et mise en œuvre des programmes sont renforcées.

### **4.2 Principales activités**

Par rapport à ces résultats/produits attendus, à titre indicatif les principales activités se déclinent comme suit :

- *activités R1* : redynamisation/encadrement des ressources humaines, renforcement des capacités pour la passation des marchés dans le cadre des procédures FED et de la gestion du cycle de projet, diffusion de supports et outils de travail performants, renforcement des mécanismes de coordination et d'informations des partenaires opérationnels, visibilité accrue, appui à l'ON aux tâches et procédures de programmation, suivi et évaluation, organisation des exercices de revue du partenariat et de pilotage des projets, gestion des ressources et engagements spécifiques,
- *activités R2* : mise à jour des dispositifs de pilotage et de planification au niveau des ministères techniques et de la COFED, évaluation fonctionnelle du cadre de pilotage, participation de la société civile dans la programmation et l'identification des actions,
- *activités R3* : formation pour la gestion opérationnelle des programmes (procédures FED, cycle de projets,...), révision des programmes en vue de leur alignement aux

politiques nationales sectorielles, mise à jour des plans d'actions sectoriels, consolidation des points focaux au niveau des ministères sectoriels,

- *activités R4* : formations, séminaires, activités pour la sensibilisation aux procédures FED et la participation des acteurs nationaux aux excercices de formulation.

En plus de ces quatre principaux résultats, l'ON (i) veillera à la bonne identification des résultats et des mécanismes de suivi de tous les projets/programmes du 11<sup>e</sup> FED, et (ii) travaillera pour que chaque projet/programme dispose d'une bonne analyse des risques et présente des mesures appropriées de mitigation.

### **4.3 Logique d'intervention**

Le présent projet a comme objectif de renforcer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo. Pour ce faire, l'objectif spécifique du projet vise à assurer le fonctionnement et le renforcement de la performance de la COFED afin d'assister l'ON dans la mise en œuvre des programmes de coopération financés par les fonds européens dans le respect de l'accord de partenariat de Cotonou. Cet objectif sera atteint si l'environnement politique et le cadre macroéconomique restent stable. Ce qui permettrait au gouvernement de mettre en œuvre les politiques publiques qui se déclinent dans les documents de stratégie de développement (DSCR 2 et PNSD). Le gouvernement de la République démocratique du Congo avec le soutien de l'Union européenne met en œuvre des projets/programmes financés par le FED, et ce dans la mise en oeuvre du 11<sup>e</sup> FED. Dans ce contexte, l'ordonnateur national doit pouvoir compter sur le fonctionnement et la performance effective des services de la cellule technique du ministère des finances, la COFED, pour assurer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo.

Fort de l'expérience et des résultats de la première phase du PAON 11<sup>e</sup> FED et d'un processus consultatif interne à la COFED, il est ressorti la nécessité de poursuivre, voire de consolider davantage le dispositif de pilotage et de gestion de l'aide par les services de l'ON.

Les résultats attendus de cet appui sont : la capacité de maîtrise d'ouvrage par les services de l'ON est consolidée, les capacités des maîtres d'œuvre et ministères techniques sont renforcées, les enjeux de la coopération UE/RDC sont maîtrisés et la mise en œuvre de l'aide par les partenaires et autres bénéficiaires est améliorée. Ce qui à terme contribuera à favoriser la croissance durable et inclusive de la République démocratique du Congo tout en renforçant l'état de droit, et en réduisant la pauvreté.

## **5. MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords

correspondants seront mis en œuvre, est de 12 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

S/O

### **5.4 Modalités de mise en œuvre**

Tant en gestion directe et indirecte, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives<sup>5</sup> affectant les pays de mise en œuvre concernés.

#### ***5.4.1. Subventions de fonctionnement: octroi direct (gestion directe)***

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés.

La subvention en faveur de l'unité technique de gestion de projets de l'ordonnateur national du FED, dénommée cellule d'appui à l'ON du FED (COFED) a pour objectif de renforcer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo et d'assurer le fonctionnement et le renforcement de la performance de la COFED afin d'assister l'ON dans la mise en œuvre des programmes de coopération financés par le Fonds européen dans le respect de l'accord de partenariat de Cotonou.

(b) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à la cellule d'appui à l'ON du FED (COFED), service technique de l'ON.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie car la mise en œuvre de la coopération entre la République démocratique du Congo et l'Union européenne (UE) au travers du FED a des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence administrative spécifique. En effet, cette structure conformément à l'objectif d'appropriation de l'accord de Cotonou se compose de cadres nationaux ayant un niveau de compétence élevé, ce qui est indispensable dans la bonne mise en œuvre de nos programmes de coopération.

---

<sup>5</sup> Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante [http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf)

Dans ce contexte la subvention de fonctionnement sera essentiellement un soutien d'ordre général à la COFED et qui visera à favoriser le fonctionnement du service.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 100 %.

Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention

Quatrième trimestre 2018

(f) Exception au principe de non-rétroactivité des coûts

La Commission accepte l'éligibilité des coûts antérieurs à la soumission de la demande de subvention à partir du 14 février 2019.

## **5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.6 Budget indicatif

	<b>Contribution de l'UE (montant en EUR)</b>
5.4.1. – Subvention de fonctionnement en appui à l'ON par octroi directe (gestion directe)	2 200 000
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	60 000
5.11 – Communication et visibilité	100 000
Provisions pour imprévus	140 000
<b>Totaux</b>	<b>2 500 000</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le projet sera exécuté au travers d'une subvention qui permettra de mettre en œuvre les activités de l'unité technique de gestion de projet, dénommée cellule d'appui à l'ON du FED – COFED, qui est l'organe d'exécution de l'ensemble des activités du programme et des fonctions au sein du projet.

## 5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (tous les 6 mois) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## 5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations de la présente action. La Commission européenne pourra procéder à des évaluations externes par l'intermédiaire de consultants indépendants, sous les formes suivantes:

- a) une mission d'évaluation à mi-parcours;

Une mission d'évaluation à mi-parcours permettrait de tirer les leçons de la mise en œuvre de l'appui à l'ordonnateur national à travers une subvention. Celle-ci permettrait donc de mieux appréhender l'éventualité d'un nouvel appui à l'ON à la fin des 12 mois de la mise en œuvre du présent projet.

- b) une évaluation finale au début de la phase de clôture;
- c) éventuellement une évaluation ex post.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif il sera conclu un marché de services pour l'évaluation à mi-parcours au titre d'un contrat cadre. La procédure relative au marché de services devrait être lancée au courant du mois d'août 2019.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions. À titre indicatif, il sera conclu un (1) marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la Convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

À titre indicatif il sera conclu plusieurs marchés de services pour la communication et la visibilité de l'action. Une procédure de marché de services sera lancée courant mars 2019, en mai 2019 et en décembre 2019. En ce qui concerne les marchés de fournitures une procédure sera lancée au mois de mai 2019 et durant le mois de novembre 2019.

## **6. CONDITIONS PREALABLES**

S.O.



## ANNEXE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)<sup>6</sup>

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Le présent projet a comme objectif de renforcer l'efficacité de la coopération entre l'Union européenne et la République démocratique du Congo	(i) Délai d'instruction des projets FED (en nombre de jours)  (ii) Taux d'engagement du PIN  (iii) Taux de décaissement du PIN	(i) 120 jours  (ii) 80 % PIN 11 <sup>e</sup> FED en 2018  (iii) 35 % du PIN en 2018	(i) 90 jours  (ii) Taux d'engagement du PIN à 100 % en 2020  (iii) 50 % du PIN en 2020	Revue de coopération RDC/ UE (informations comptables et opérationnelles du dispositif CRIS)	
Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s)	L'objectif spécifique vise à assurer le fonctionnement et le renforcement de la performance de la COFED afin d'assister l'ON dans la mise en œuvre des programmes de coopération financés par le FED dans le respect de l'accord de partenariat de Cotonou révisé	(i) Part de ressources additionnelles mises à disposition (en %)  (ii) Délais moyens d'engagement des ressources programmables, (en nombre de jours)  (iii) Délai de clôture des engagements contractuels échus (en nombre de jours)  (iv) Taux de réduction des inéligibles  (v) Ratio contrats de travail / contrats de prestation de services.  (vi) Taux de rotation des effectifs, notamment cadre.  (vii) Fréquence des inventaires des biens immobilisés  (viii) Nombre d'annulation de procédures d'appel à la concurrence, organisées par la COFED.	<u>Valeurs de référence</u>  (i) 2 % pour le 10 <sup>e</sup> FED  (ii) 120 jours en 2018  (iii) 180 jours en 2018  (iv) 0,5 % d'inéligible en 2018  (v) 5/1  (vi) 10 % des effectifs en 2018  (vii) 1 par an  (viii) 15 % en 2018	(i) entre 5 et 10 % pour le 11 <sup>e</sup> FED  (ii) 90 jours en 2020  (iii) 150 jours en 2020  (iv) moins de 0,5 % d'inéligible en 2020  (v) Ratio en augmentation avec un faible recours aux contrats de prestation de services d'encadrement.  (vi) Taux de rotation inférieur à 5 % des effectifs  (vii) 1 par an  (viii) inférieur à 10 %	(i) Conclusions des revues annuelles, à mi-parcours et en fin de parcours du 11 <sup>e</sup> FED ;  (ii) Rapports annuels sur la coopération RDC/UE  (iii) Informations comptables et opérationnelles du dispositif CRIS  (iv) Statistiques internes (ON & DUE)  (v) Comptes rendus des réunions DUE/COFED et multi-bailleurs rapports audits / évaluations  (vi), (vii) et (viii) Rapports périodiques de mise en œuvre « appui ON »	<i>Implication de l'ON dans la mise en œuvre de la stratégie de coopération</i>  <i>Dialogue et collaboration entre ON, COFED, min. sectoriels et DUE</i>  <i>Stabilité du positionnement COFED et des services ministériels associés</i>  <i>Disponibilité, stabilité et qualité du personnel de la COFED</i>  <i>Accueil dynamique de la formation interne</i>

<sup>6</sup> Indiquer «\*» pour les indicateurs correspondant au document de programmation pertinent et «\*\*» pour les indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.

PRODUITS	<b>R1 - Les acquis de la mise en œuvre des programmes FED sont consolidés</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre de procès-verbaux annuels d'évaluation des personnels.</li> <li>2. Nombre de tableaux de bord de gestion et autres documents de suivi des conventions et programmes suivis par la COFED développés avec l'appui de l'action</li> <li>3. Nombre de projets partageant les logiciels d'information, de gestion et de contrôle de l'utilisation des budgets, notamment ceux mis en place et utilisés à la COFED grâce à l'appui de l'action</li> <li>4. Nombre de notes d'analyse des données techniques et budgétaires développées avec l'appui du projet</li> <li>5. Nombre de diffusion interne et externe des documents de suivi opérationnel et financier de la coopération RDC/UE par la COFED (memo, note de dossiers).</li> <li>6. Nombre de participants des organisations de la société civile participant à des événements organisés par la COFED (ou l'y associant) avec l'appui de l'action, ventilé par sexe.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. min 1 PV</li> <li>2. 3-5 tableaux de bord en 2018</li> <li>3. 10 projets en 2018</li> <li>4. 1-3 par mois</li> <li>5. 1-3 par mois</li> <li>6. 1-3 par action</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Au moins 1 PV par année</li> <li>2. 3-5 tableaux de bord en 2019 et 2020</li> <li>3. 15 projets en 2020</li> <li>4. 1-3 par mois</li> <li>5. Au moins 3 par mois.</li> <li>6. 1-3 par action</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Rapports périodiques de mise en œuvre «appui ON»</li> <li>2 et 3. Rapports d'activités normalisés et périodiques des projets réguliers et conformes à la modélisation convenue</li> <li>4. Plan stratégique de la COFED</li> <li>4 et 5. Rapport d'état des lieux du dispositif de pilotage et de mise en œuvre de la coopération communautaire en RDC</li> <li>6. Procès-verbaux des Comités de pilotage/événements organisés par la COFED</li> </ol>	<p>Stabilité du personnel d'encadrement (de tous statuts) issu du précédent projet</p> <p>Normalisation des procédures nationales d'appel à la concurrence</p>
	<b>R2 - Le rôle de l'ON en tant que maître d'ouvrage des projets est optimisé</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fréquence des rencontres en vue états des lieux et bilan des modes de gestion définis dans les conventions de financement et leurs contraintes;</li> <li>2. Nombre des Comités de pilotage impliquant l'ON, COFED, bénéficiaire, unités de gestion de projet et DUE;</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Au moins 1 exercice par an</li> <li>2. Au moins 1 par an</li> <li>3. 1 par an</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. 1 Rencontre tripartite annuelle entre COFED, DUE et ministères techniques</li> <li>2. Au moins 1 par an</li> <li>3. 1 visite de terrain par projet par an minimum</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. PV des rencontres tripartite</li> <li>2. Rapport des activités périodiques des UGP sectorielles</li> </ol> <p>Rapports périodiques de mise en œuvre «appui ON»</p>	<p>Mise en œuvre des stratégies sectorielles du gouvernement dans les secteurs d'intervention de la coopération communautaire</p> <p>Stratégie conjointe de pilotage quotidien entre l'ON et la DUE,</p>

		3. Visite de terrain par projet et par an			3. Rapport des activités périodiques des UGP sectorielles  Rapports périodiques de mise en œuvre «appui ON»	stabilisée
	<b>R3 - L'implication des ministères techniques concernés et autres partenaires y compris les organisations de la société civile dans la mise en œuvre du FED est accrue</b>	1. Nombre de points focaux mis en place au sein des ministères sectoriels avec l'appui à l'action, ventilé par sexe;  2. Nombre de personnes formées aux procédures FED, ventilé par sexe ;	1. 2-5 points focaux disponibles  2. 10-15 personnes par an	1. 2-5 points focaux  2. 20-25 par an dont 30 % de femme	1. Rapports périodiques de mise en œuvre «appui ON»  2. Rapports périodiques de mise en œuvre «appui ON»  Rapports de formation	Abandon de toutes fonctions de maîtrise d'œuvre par la COFED dans les programmes ou projets en cours  Volonté des ministères sectoriels de voir se réduire le nombre d'UGP en leur sein  Disponibilité des politiques sectorielles, ciblées par la coopération communautaire  Dynamisme des travaux sectoriels
	<b>R4 - Les capacités des différents acteurs et partenaires sont renforcées</b>	1. Nombre de personnes formées et sensibilisées aux procédures FED avec l'appui de l'action (par sexe et type d'acteurs), ventilé par sexe;  2. Nombre de kits de formations développés avec l'appui du projet	1. 10-15 personnes formées par an  2. 4 kits en 2018	1. 20-25 par an dont 30 % de femme  2. 6 kits en 2020	1. Rapports de formation  2. Rapports périodiques de mise en œuvre «appui ON»	Disponibilité des politiques sectorielles, ciblées par la coopération communautaire  Dynamisme des travaux sectoriels avec les partenaires  Une coordination adéquate des actions entre partenaires